



Comment croître sans polluer la planète ?

Avant d'être partiellement engloutie par le déluge de pluie qui a inondé 75 % de la capitale indonésienne début février, Djakarta avait déjà eu son lot de mauvaises nouvelles. L'une d'elles, qui concerne la pollution atmosphérique, rendrait presque l'inondation enviable : selon une étude de la Banque asiatique de développement (ADB), la pollution de l'air dans les grandes villes d'Asie est responsable, chaque année, de la mort prématurée de 500 000 personnes. Avec son urbanisation anarchique, ses 9 à 12 millions d'habitants et ses éternels embouteillages, Djakarta est directement concernée.

En 1940, le monde ne comptait qu'une seule mégapole, New York. Aujourd'hui, 14 des 17 premières villes abritant plus de 8 millions d'habitants se trouvent dans des pays en développement. Ces dizaines de millions d'individus doivent se transporter chaque jour d'un bout à l'autre de leurs immenses cités. Ils vont être de plus en plus nombreux : en Inde, certains experts prévoient que 300 millions d'Indiens quitteront les zones rurales pour les villes dans les dix années à venir. « La croissance de l'Asie, en termes de population, d'urbanisation, de motorisation et de consommation d'énergie reste un défi fondamental pour la lutte contre la pollution atmosphérique », soulignait l'ADB en décembre 2006.

Joshua Odeleye, urbaniste au Nigeria, relève que la demande de transport augmente plus vite que le PIB et que la population dans les pays en développement ; il relève aussi que, malheureusement, ces pays utilisent des véhicules plus polluants que les pays développés. Selon l'ADB, le nombre de voitures en Chine sera multiplié par quinze dans les trente prochaines années, ce qui devrait porter le parc automobile chinois à 190 millions de voitures. En Inde, partant du nombre de voitures – de 2 millions en 1971 à 62 millions aujourd'hui –, un économiste indien, S. Sundar, de l'Institut indien de l'énergie et des ressources (TERI), prévoit 537 millions de véhicules en 2030, avec une croissance économique de 5 % du PIB. « Le problème, note-t-il, c'est qu'en ce moment on investit dans l'espace routier pour les véhicules, mais pas dans les chemins pour piétons. » La recommandation de l'ADB est claire : « Changer les comportements actuels de transport et modifier les schémas de développement urbain pour minimiser le type, la longueur et la fréquence des trajets. »

Les données du problème sont donc limpides, et la pollution due au transport n'en est qu'un élément. Compte tenu de leur population – la Chine, l'Inde et l'Indonésie comptabiliseront 2,5 milliards d'individus –, de leurs taux de croissance époustouflants – 9 % pour l'Inde en 2006, 10,7 % pour la Chine –, de leurs besoins en énergie et de leurs modèles de développement, les pays émergents font que la planète court à la catastrophe. Le réveil subit des Etats-Unis sur l'environnement, venu renforcer l'anxiété plus ancienne des Européens, le rapport Stern, les débats en janvier au Forum de Davos, la réunion intergouvernementale qui a suivi

à Paris : tout concourt à placer à présent les pays émergents en première ligne. Peut-on les laisser polluer autant que nous, pays riches, avons pollué ?

Ecologiquement valide, l'argument est plus contestable d'un point de vue moral et politique. « Il y a une extrême ironie à poser ainsi les termes du débat », reconnaissait Amartya Sen en décembre 2006, en marge d'une conférence réunie à Bangalore par l'Institut indien de l'énergie et des ressources, l'Institut Veolia environnement et l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri). Indien et Prix Nobel d'économie, donc doublement sensible à la relation entre développement et environnement, Amartya Sen rejette l'équation inéluctable « expansion économique = dégradation de l'environnement ».

Certes, admet M. Sen, « la croissance industrielle, la consommation d'énergie, une irrigation plus intensive, l'abattage commercial des arbres » ne sont pas nécessairement bons pour la nature. « Il peut apparaître superficiellement que le développement économique est à l'origine de dégâts causés à l'environnement. Mais, d'un autre côté, les militants écologistes sont souvent accusés par les enthousiastes de la croissance d'être antidéveloppement. » Pour Amartya Sen, cette « tension entre les champions de la réduction de la pauvreté et du développement économique, d'un côté, et les avocats de l'écologie et de la préservation de l'environnement, de l'autre », cette « vision extraordinairement antagoniste », est « fondamentalement erronée ». Loin d'être contradictoires, développement et environnement doivent être intégrés. « Le développement, au fond, est un processus de responsabilisation, dit-il, et ce pouvoir peut être utilisé pour préserver et enrichir l'environnement, au lieu de le décimer. »

« Double jeu » des pays développés

Reste à en convaincre les dirigeants des pays émergents. On entend souvent riposter, dans ces milieux, que lorsque les pays occidentaux ont mené leur développement industriel à l'époque de Zola, ni l'Unicef ni les ONG n'étaient là pour les empêcher de recourir au travail des enfants. Autrement dit, c'est à ceux qui ont provoqué le réchauffement climatique de gérer le problème. Les pays émergents supportent de plus en plus mal le côté donneur de leçons des pays riches sur l'environnement. Ainsi le président Luis Inacio Lula da Silva, dont le pays a fait de remarquables efforts pour freiner la déforestation de l'Amazonie et promouvoir l'éthanol comme biocarburant, a récemment dénoncé à Rio de Janeiro le « double jeu » des pays développés sur le réchauffement climatique : très bons pour rédiger des accords, comme celui de Kyoto, ces pays, a dit en substance le président brésilien, le sont nettement moins pour les appliquer.

Une solution a été suggérée par le ministre indonésien de l'environnement, Rachmat Witoelar, dont le pays abrite 10 % des forêts tropicales mondiales : si l'Indonésie et le Brésil contribuent à l'alimentation de la planète en oxygène en luttant contre la déforestation, a-t-il expliqué à l'agence Reuters, pourquoi les pays riches ne les dédommageraient-ils pas du manque à gagner ainsi subi ?

Heureusement, ces pays abritent eux aussi des chercheurs et des associations qui réfléchissent à un autre concept, celui de « *mode de vie durable* ». Comment poursuivre la croissance sans empoisonner la planète ? C'est le défi auquel ils se sont attelés. « *Le XX^e siècle est un mauvais modèle de développement*, affirme l'Indonésien Emil Salim, ancien ministre de l'environnement. *Il nous faut un développement fondé sur les énergies renouvelables et des technologies propres, des moyens de transport à faibles émissions de carbone.* » Cela, bien sûr, coûte très cher : ce défi ne peut être que partagé. ■

Analyse

Sylvie Kauffmann